

Tempo : le temps des désillusions

Nous confirmons ici que « Tempo » est un projet de régionalisation en trompe-l'œil à la fois irréfléchi et dangereux.

Les éléments d'information distillés au compte-goutte dont nous disposons de notre côté et surtout le rapport d'expertise voté dans les différentes instances viennent conforter et éclairer notre position de refus.

Alors que bon nombre d'entre nous ont toujours défendu l'intérêt de chaînes régionales de plein exercice, la direction qui ne brille ni par son audace ni par son courage propose un projet politique dicté par la tutelle dans un but unique : supprimer les éditions nationales de France 3 et inverser le modèle de manière aventureuse et fallacieuse.

Ce qui s'annonce déjà comme un naufrage éditorial d'ampleur et un accident industriel majeur en termes d'organisation.

L'abandon de l'information nationale et internationale sur France 3 à l'heure où elle est plébiscitée par les téléspectateurs est suicidaire.

Nos journaux régionaux se portaient pourtant très bien également, mais avez-vous pensé aux citoyens qui se souciaient de recevoir avant l'édition nationale une information locale et régionale proche de leurs préoccupations et de leurs désirs de s'informer en proximité ?

En résumé, Tempo est déjà mort-né, mais vous continuez à le maintenir sous assistance respiratoire en dépit des salariés qui refusent d'être embarqués dans ce projet qui prône en fait une pseudo-régionalisation de façade. Pire, vous offrez une jolie vitrine politique pour tous les pourfendeurs de l'audiovisuel public.



3



D'ailleurs le rapport d'expertise qui nous est présenté en instance est extrêmement précis et des éléments viennent corroborer nos propos :

« Le projet Tempo engage une série de modifications qui vont de suppressions d'activités à des transformations de métiers, nécessitant notamment des formations, en passant par des modifications d'utilisation des équipements, des changements d'horaires et la préparation de sujets prêts à diffuser en septembre. Les managers de proximité vont être sollicités pour accompagner cette phase d'adaptation qui va requérir la mobilisation de tous les salariés, d'autant que d'autres projets sont en cours ou en préparation ».

Et c'est bien cela le problème, la direction joue au lego en multipliant les projets afin de mettre en œuvre sa machine infernale.

Or, en juin, ce projet est déjà un fiasco annoncé avec des numéros zéro prévus en toute hâte au cœur de l'été pour juillet et août, les fameux ateliers « blabla » - l'expression n'est pas de nous - ne sont qu'un leurre grossier à l'image de ceux institués pour le défunt 18h30. L'inquiétude ronge les équipes d'encadrement du réseau, mais aussi les journalistes et techniciens auxquels on va demander encore et toujours plus, même l'équipe-projet qui pilote ce vaisseau fantôme a fait part de ses doutes aux experts. C'est dire que le mal est profond.

Les 60 postes supplémentaires annoncés dans le réseau ne sont toujours pas affectés et chacun sait ici que ce ne sera pas suffisant pour la rentrée tant les antennes régionales sont essorées après une bonne décennie de sacrifices en termes d'emplois et de coupes sombres dans les budgets régionaux.

À ce propos d'ailleurs, les chiffres que vous avez donnés aux experts ne correspondent pas à la réalité des effectifs, car sont inclus bien sûr l'encadrement, mais aussi les journalistes d'antennes.

Or ces derniers ne participent pas - sauf erreur de notre part - aux sessions d'informations du midi et du soir, mais à des émissions d'antennes.

Bref, on sent une improvisation générale, pour ne pas dire une désinvolture totale, dans un projet que l'expertise juge déplacé, hâtif et prématuré.

Alors vos circonvolutions habituelles ne serviront en rien à nous convaincre.

Nous ne sommes pas dupes, Tempo n'est qu'une illusion pour tailler dans les effectifs par des coupes brutales et ce n'est en aucun cas la vraie régionalisation à laquelle nous aspirons. Celle de chaînes de plein exercice autonomes, réactives et créatives pour nos publics en régions, que nous défendons depuis longtemps.

Interrogeons-nous maintenant sur les risques graves que ce projet fait courir à tous les salariés concernés.

Du point de vue professionnel, mais aussi au regard de la santé de celles et ceux qui se retrouvent embarqués dans ce tsunami organisationnel.

Les alertes sont déjà très nombreuses comme nous le verrons encore durant ce CSE, les risques psychosociaux se multiplient dans tout le réseau et vous voulez rajouter du mal au mal.

Est-ce du cynisme ou de l'irresponsabilité ?

Alors nous disons oui.

Oui, au développement des antennes régionales, mais pas au détriment des éditions nationales de France 3.

Oui au développement de l'information régionale à l'heure de la proximité attendue par nos publics, mais surtout pas dans ces conditions, que nous jugeons inacceptables et dangereuses pour l'ensemble des salariés de France 3.

Nous vous demandons donc très solennellement de retirer ce projet une bonne fois pour toutes et nous continuerons de combattre Tempo jusqu'au bout et par tous les moyens que nous jugerons nécessaires d'employer.

À Paris, le 21 juin 2023